Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 10, n°1 | Avril 2019

Communs (im)matériels/Durabilité forte

Usages et mésusages de la durabilité forte. Introduction au dossier « Regards disciplinaires et perspectives critiques sur la durabilité forte en SHS »

*Uses and misuses of Strong Sustainability. Introduction to the special section
"Disciplinary Perspectives and Critical aspects on Strong Sustainability in Social
Sciences and Humanities"*

Caroline Lejeune et Clémence Guimont

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/13771>

DOI : 10.4000/developpementdurable.13771

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Caroline Lejeune et Clémence Guimont, « Usages et mésusages de la durabilité forte. Introduction au dossier « Regards disciplinaires et perspectives critiques sur la durabilité forte en SHS » », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 10, n°1 | Avril 2019, mis en ligne le 04 avril 2019, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/13771> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.13771

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Usages et mésusages de la durabilité forte. Introduction au dossier « Regards disciplinaires et perspectives critiques sur la durabilité forte en SHS »

*Uses and misuses of Strong Sustainability. Introduction to the special section
"Disciplinary Perspectives and Critical aspects on Strong Sustainability in Social
Sciences and Humanities"*

Caroline Lejeune et Clémence Guimont

« Qu'au moins l'homme ne se perde pas
complètement ! »

Olivier Godard (2015 : 135)

- 1 Les usages théoriques et les applications scientifiques de la durabilité font l'objet de débats internes au sein du comité de rédaction de la revue DD&T depuis sa création (Laganier, Villalba, Zuindeau, 2002 ; Zuindeau, 2006 ; Theys, 2002, 2014 ; Villalba et Petit, 2014). Cette notion présente la nature en termes de « capital » et interroge la possibilité de substituer le capital naturel par du capital manufacturé. Elle soulève la question du renouvellement des ressources naturelles. La durabilité est liée à la création de la revue qui s'est constituée à partir des enjeux territoriaux du développement durable en accordant toute leur place aux différentes formes d'interprétation de la durabilité, de la plus faible à la plus forte (Maillefert, Rousseau et Zuindeau, 2010). L'organisation entre 1999 et 2009 des séminaires interdisciplinaires sur le développement durable a ainsi participé à la mise en visibilité de ces différentes appropriations théoriques et scientifiques. En 2012, une journée d'études organisée au sein de l'Association *Développement durable et territoires* a rappelé la ligne directrice de la revue et a donné lieu à la publication d'un mini-dossier publié en 2014. Un des objectifs scientifiques de la revue DD&T consiste notamment à accueillir ces questionnements et à interroger la pertinence

et l'heuristique des concepts de développement durable et de durabilité (Villalba et Petit, 2014). Comme le soulignent Bruno Villalba et Olivier Petit, malgré des usages différenciés et controversés du développement durable, les chercheurs du réseau s'accordent à souligner l'actualité brûlante du rapport Brundtland pourtant paru il y a plus de 30 ans. En janvier 2017, nous avons ainsi animé un séminaire sur la durabilité forte¹. Face aux dégâts irréversibles causés par la crise écologique – extinction de biodiversité, érosion des sols, épuisement de la surface de sol disponible, changement climatique, etc. – le principe de la substituabilité des capitaux entre eux (notamment la substituabilité du capital naturel avec les autres formes de capital) est questionné. Ce séminaire visait ainsi à débattre de l'intérêt de la notion de « durabilité forte » et de ses limites en sciences humaines et sociales pour analyser les conséquences de la situation écologique sur les démocraties contemporaines, ainsi que sur les phénomènes sociaux, politiques et économiques. Les interprétations de la « durabilité forte » représentent ainsi un pan du développement durable qui n'est pas porté par l'ensemble des membres du réseau mais qui soulève des interrogations communes quant aux modes de production du savoir dans un contexte de crise écologique. Nous proposons de restituer ici les principales interrogations soulevées par cette notion.

- 2 Dans un premier temps, nous contextualiserons l'émergence au sein de la communauté scientifique de la durabilité forte avant de mettre en exergue les principaux apports et limites de la notion qui ressortent à la lecture des articles du dossier. Ceci nous permettra finalement de questionner les apories de la « durabilité forte » sur un plan scientifique et opérationnel.

1. Émergence de la notion de « durabilité forte »

- 3 Le concept de durabilité forte surgit d'un débat entre quelques économistes de l'environnement suite à la publication d'un rapport d'expertise publié en 1988 par des économistes de l'école de Londres (David Pearce, Anil Markandya et Edward Barbier). Publié sous le titre de *Blueprint for a green economy*, il est plus communément appelé le rapport Pearce. Les auteurs de ce rapport exploitent les outils de l'économie orthodoxe pour faire des propositions afin d'institutionnaliser le développement durable au sein de l'action publique. La notion de « durabilité forte » atteste alors de la volonté de ces économistes anglosaxons de dresser une feuille de route méthodologique pour mettre à l'agenda le développement durable au sein des arènes politiques en sollicitant l'intervention de l'État (Boisvert et Foyer, 2015). La « durabilité forte » témoigne par-là de la diffusion des idées produites par le milieu scientifique au sein de la sphère politique. L'expertise est ainsi formulée avec l'ambition d'accorder une place à l'environnement dans le champ de l'économie pour que soient internalisées les externalités environnementales. Elle formalise les outils d'estimation de la valeur économique de l'environnement et les procédés de substitution des capitaux pour y parvenir. Ces procédés suscitent de vifs débats scientifiques et créent une scission au sein de l'économie de l'environnement : si l'économie de l'environnement prône la substitution des capitaux naturels par ceux manufacturés, l'économie écologique se positionne pour leur complémentarité. L'économie écologique reconnaît ainsi la finitude des ressources naturelles non renouvelables. La substitution est alors impossible à réaliser dans un contexte écologique fini, où le renouvellement des ressources naturelles peine à suivre le rythme de leur extraction et de leur consommation.

- 4 Si les chercheurs en économie écologique s'entendent sur la non-substituabilité des différentes formes de capital, l'interprétation des liens entre l'économie et l'écologie fait l'objet de différentes propositions épistémologiques qui au cours du temps auront tendance à fragiliser la portée de leurs interrelations (Spash, 2013). La durabilité forte détient un fort potentiel heuristique parce qu'elle permet d'identifier les outils cognitifs construits dans les différents champs disciplinaires et elle est en cela une source de questionnements ontologiques et épistémologiques. Elle interroge notamment la manière de caractériser l'objet « nature » dans la production des connaissances scientifiques en sciences humaines et sociales. Elle invite enfin à penser les fondements et les applications du développement durable. Cependant, elle va aussi initier des questionnements plus philosophiques et politiques sur les implications des conceptions de la « nature » qui ne se définissent pas uniquement dans leur rapport à l'économie, mais qui revêtent une dimension davantage éthique.

2. Intérêts et limites de la notion de « durabilité forte »

- 5 Les questionnements auxquels donne lieu l'introduction de ce concept dans les sciences humaines et sociales caractérisent les paradigmes scientifiques dans leurs manières de penser les liens entre natures et sociétés. Comme le montre Rémi Beau (2019) dans ce dossier, la durabilité forte politise la question du rapport moral qui lie nos sociétés à la nature. L'auteur explique que cette notion ouvre une réflexion en éthique environnementale sur les termes de la durabilité, ce qui conduit l'auteur à dessiner les prémisses d'une éthique relationnelle écocentrée en proposant une pensée de la conservation de la nature qui dépasse l'anthropocentrisme.
- 6 Jacques Theys (2019) demeure pour sa part plus réservé quant à l'intérêt du terme lorsqu'il s'agit de le rendre opératoire au sein des politiques publiques. Dans l'entretien mené par Clémence Guimont dans ce dossier, il souligne que si la durabilité forte est devenue un mode de pensée incontournable pour réhabiliter le développement durable, les tentatives pour la rendre opérationnelle l'éloigne des enjeux liés aux limites de la substituabilité des capitaux et de valeur intrinsèque de la nature qu'elle induit. Autrement dit, le concept de « durabilité forte » ne porte pas en lui-même les réponses aux problèmes qu'il soulève. Certes, son intérêt descriptif accorde du crédit aux approches plus radicales du développement durable et son importation par les autres disciplines que l'économie ouvre des espaces de débats. Il n'est toutefois pas anodin que l'ensemble des contributeurs de ce dossier ait besoin de questionner les paradigmes scientifiques face aux transformations de nos sociétés pour comprendre la situation actuelle.
- 7 Ainsi, si la notion légitime des approches plus radicales du développement durable, sa portée heuristique et épistémologique reste limitée. Dans l'entretien de recherche mené par Leslie Carnoye et Rémi Petitimbart dans ce dossier, Valérie Boisvert (Boisvert, Carnoye, Petitimbart, 2019) souligne que le concept de « durabilité forte » n'est pas si structurant qu'il n'y paraît pour l'économie. S'il marque la frontière entre économie de l'environnement et économie écologique, il ne permet pas de définir une nouvelle épistémologie ou de fournir de nouveaux outils analytiques pour les économistes écologiques. Les auteurs abordent alors des questionnements épistémologiques actuels au sein des sciences sociales sur les manières de considérer la réalité physique de la crise écologique dans la production des savoirs.

- 8 Dans le dernier texte, Caroline Lejeune (2019) interroge la manière dont les outils cognitifs de la durabilité forte ont été élaborés dans des cultures épistémiques distinctes, celles de l'économie écologique et de l'éthique environnementale. Ces outils issus de différents types de pragmatisme ont été diffusés dans les politiques environnementales. Cette opération a pour conséquence de sélectionner les valeurs de la nature en privilégiant celles qui sont le plus adaptées au système politique et économique néolibéral.

3. Les apories de la notion de « durabilité forte »

- 9 Pouvons-nous encore considérer du point de vue des sciences humaines et sociales la durabilité forte comme une notion heuristique pour appréhender les conséquences de la réalité de la crise écologique ? Si les contributions du dossier mettent en avant l'intérêt de la durabilité forte comme manière de considérer des seuils critiques de capitaux naturels, elles mettent également en exergue les limites de la notion. L'idée initiale était de faire prévaloir un impératif de préservation des ressources, dans la perspective de transmettre un legs aux générations futures afin de garantir leur bien-être. Cette ambition a finalement été proposée au sein d'une approche gestionnaire de l'environnement. Il s'agissait de mieux optimiser l'usage et la consommation des ressources naturelles en situation d'irréversibilité. Cependant, comme l'explique Jacques Theys (Theys, Guimont, 2019), elle s'est finalement peu traduite dans les discours de l'action publique. Quelques tentatives essayent d'y parvenir dans le domaine des politiques de biodiversité (Vaissière, Levrel, Scemama, 2017). Elles préconisent de réparer ou de compenser les préjudices faits aux systèmes écologiques, ce qui permet d'être en adéquation avec l'impératif d'efficacité, de gestion et d'évaluation de l'action publique promue par le New Public Management (Petitimbert, 2017). Toutefois, cette logique corrective ne permet pas de questionner les causes des destructions des systèmes écologiques.
- 10 La notion de « durabilité forte » en SHS paraît alors susciter davantage de questions qu'elle n'apporte de réponses car elle tend à créer des angles morts. La gestion de la finitude des ressources naturelles a été abordée en centrant les débats sur une conception économique de la nature et la complémentarité et la substitution des capitaux, ce qui a permis au SHS de rendre visible l'importance de tenir compte de la matérialité de l'environnement dans la production des savoirs. La durabilité forte a eu en cela d'importants retentissements en éthique environnementale sur la manière d'envisager la conservation de la nature (Norton, 2005). Elle a aussi permis de démontrer quelles pouvaient être les conséquences politiques de cette notion selon les considérations éthiques et économiques de la nature (Dobson, 2003). Elle a enfin suscité, comme le dossier le montre, un espace de débat scientifique sur les conséquences éthiques et politiques d'une conception mécaniste du capital naturel critique. Cependant en concentrant une large part des débats sur l'aspect économique de la durabilité, les SHS ont délaissé tout un pan de questionnements sur les implications ontologiques de la finitude de la nature dans la production des savoirs, y compris dans le domaine de l'économie. La réalité de la crise écologique ne s'est pas accompagnée d'une réflexion sur les fondements ontologiques et épistémiques de l'existence des sociétés humaines dans un monde écologique fini. Les outils cognitifs de la durabilité forte reproduisent dans ce contexte les schèmes de pensées standards des SHS. Cela conduit à envisager autrement

l'expérience des sociétés à l'environnement qu'à travers des représentations mécanistes de la nature où les systèmes écologiques ne sont considérés que par une somme d'agréats inertes ou de préférences individuelles. Il s'agit alors d'explorer ce que pourrait signifier de considérer les relations à la nature en dehors d'une conception dualiste (Plumwood, 2002).

BIBLIOGRAPHIE

- Beau R., 2019, « Une perspective philosophique sur la durabilité forte. Pour un écocentrisme relationnel », *Développement durable et territoires*, vol. 10, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/13613>.
- Boisvert V., Carnoye L., Petitimberty R., 2019, « Les enjeux épistémologiques et politiques de la notion de durabilité forte à partir de l'économie écologique », *Développement durable et territoires*, vol. 10, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/13837>.
- Boisvert V., Foyer J., 2015, « L'économie verte : généalogie et mise à l'épreuve d'un concept technocratique » in Foyer J. (dir.), *Regards croisés sur Rio+20 : La modernisation écologique à l'épreuve*, Paris, CNRS, coll. « CNRS Alpha », p. 139-161.
- Dobson A., 2003 (1998), *Justice and the Environment : Conceptions of Environmental Sustainability and Dimensions of Social Justice*, Oxford, Oxford University Press.
- Godard O., 2015, « L'adieu au développement durable ? », in Barré R., Lavoux T., Piveteau V. (dir.), *Un demi-siècle d'environnement entre science, politique et prospective : En l'honneur de Jacques Theys*, Versailles, Éditions Quæ, p. 131-136.
- Laganier R., Villalba B. et Zuindeau B., 2002, « Le développement durable face au territoire : éléments pour une recherche pluridisciplinaire », *Développement durable et territoires* Dossier 1, <http://journals.openedition.org/developpementdurable/774>, consulté le 30 septembre 2018.
- Lejeune C., 2019, « Portées théoriques et incarnations des valeurs épistémiques et ontologiques de la durabilité forte dans les politiques environnementales », *Développement durable et territoires*, vol. 10, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/13741>.
- Maillefert M., Rousseau S., Zuindeau B., 2010, « Lectures hétérodoxes du développement durable », *Développement durable et territoires*, vol. 1, n° 3, <http://journals.openedition.org/developpementdurable/8681>, consulté le 30 septembre 2018.
- Norton B. G., 2005, *Sustainability. A Philosophy of Adaptive Ecosystem Management*, Chicago, University of Chicago Press.
- Pearce D., Barbier A., Markandya E., 1988, *Blueprint for a Green Economy*, Rapport, Earthscan.
- Petitimberty R., 2017, « La compensation comme instrument de management du vivant. Un point de vue depuis la science politique », *Revue juridique de l'environnement*, vol. 42, n° 4, p. 659-669.
- Plumwood V., 2002, *Environmental Culture : The Ecological Crisis of Reason*, New York, Routledge.
- Spash C., 2013, « The shallow or the deep ecological economics movement », *Ecological Economics*, vol. 93, p. 351-362.

Theys J., Guimont C., 2019, « Nous n'avons jamais été « soutenables » : pourquoi revisiter aujourd'hui la notion de durabilité forte ? Entretien avec Jacques Theys », *Développement durable et territoires*, vol. 10, n° 1, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/13589>.

Theys J., 2014, « Le développement durable face à sa crise : un concept menacé, sous-exploité ou dépassé ? », *Développement durable et territoires*, vol. 5, n° 1, <http://journals.openedition.org/developpementdurable/10196>, consulté le 30 septembre 2018.

Theys J., 2002, « L'approche territoriale du " développement durable ", condition d'une prise en compte de sa dimension sociale », *Développement durable et territoires*, Dossier 1, <http://journals.openedition.org/developpementdurable/1475>, consulté le 30 septembre 2018.

Vaissière A.-C., Levrel H., Scemama P., 2017, « Biodiversity offsetting : Clearing up misunderstandings between conservation and economics to take further action », *Biological Conservation*, vol. 206, p. 258-262.

Villalba B. et Petit O., 2014, « Quinze ans de recherches sur l'interface entre développement durable et territoires. Un bilan réflexif », *Développement durable et territoires*, vol. 5, n° 3, <http://journals.openedition.org/developpementdurable/10487>, consulté le 30 septembre 2018.

Zuindeau B., 2006, « Le réseau comme forme d'organisation de l'interdisciplinarité « par le bas » : l'exemple de Développement durable et Territoires fragiles », *Natures sciences sociétés*, vol. 14, n° 3, p. 286-292.

NOTES

1. Ce séminaire a eu lieu le 26 janvier 2017 et a été organisé par les coordinatrices de ce dossier thématique. Nous remercions Rémi Beau, chercheur post-doctoral en philosophie environnementale à l'université Paris Nanterre et Harold Levrel, professeur en économie à l'AgroParisTech pour leurs communications.

RÉSUMÉS

Ce texte introduit le dossier intitulé « Regards disciplinaires et perspectives critiques sur la durabilité forte en SHS ». Le dossier interroge la portée théorique de la notion de durabilité forte dans le champ de l'économie, de la philosophie et de la science politique. Cette introduction vise à situer les débats théoriques sur cette notion et à dresser un bref panorama de son ancrage et de son influence en sciences humaines et sociales (SHS). Nous souhaitons ainsi souligner quelques points forts et les limites de la notion de durabilité forte. En effet, l'accentuation et l'accélération des perturbations environnementales globales interrogent la capacité des SHS à étudier les conséquences économiques, sociales et politiques de la finitude de la nature. Les travaux scientifiques sur la durabilité forte se sont aussi concentrés sur les solutions pratiques pour sortir de cette situation.

This paper introduces the Special section entitled "Disciplinary Perspectives and Critical aspects on Strong Sustainability in Social Sciences and Humanities". It asks about the theoretical

significance of the notion of strong sustainability in the fields of economics, philosophy and political science. This introduction aims at presenting the theoretical debates on this notion and to draw a brief overview of its anchoring and influence in social sciences and humanities. It highlights some of the strengths and limits of this notion, since the accentuation and acceleration of global environmental disturbances, question the capacity of social sciences and humanities to study the economic, social and political consequences of the finiteness of nature. Scientific works mobilizing strong sustainability have also focused on solutions to get out of this situation.

INDEX

Mots-clés : durabilité forte, substituabilité, capital naturel critique, finitude, épistémologie, économie écologique, philosophie environnementale, science politique

Keywords : strong sustainability, substitutability, critical natural capital, finiteness, epistemology, ecological economics, environmental philosophy, political science

AUTEURS

CAROLINE LEJEUNE

Caroline Lejeune est post-doctorante au sein de l'équipe des humanités environnementales de l'Institut de géographie et de durabilité de la faculté des géosciences et de l'environnement de l'université de Lausanne (Suisse). Elle est membre associée au Centre d'études et de recherches administratives politiques et sociales (CNRS-UMR 8026). Ses recherches portent sur la justice environnementale à partir de la sociologie politique et de la théorie politique environnementale, IGD/UNIL.

lejeune.ca@gmail.com

CLÉMENCE GUIMONT

Clémence Guimont est doctorante à l'université de Lille, ATER à l'Institut des administrations et des entreprises de Nancy et membre du Centre d'études et de recherches administratives politiques et sociales (CNRS-UMR 8026). Sa thèse porte sur les politiques territoriales de biodiversité à partir de la sociologie de l'action publique et de la sociologie environnementale. CERAPS/CNRS (UMR 8026).

clemence.guimont@hotmail.fr